

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2007

DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS
A RENFORCER

Au niveau National

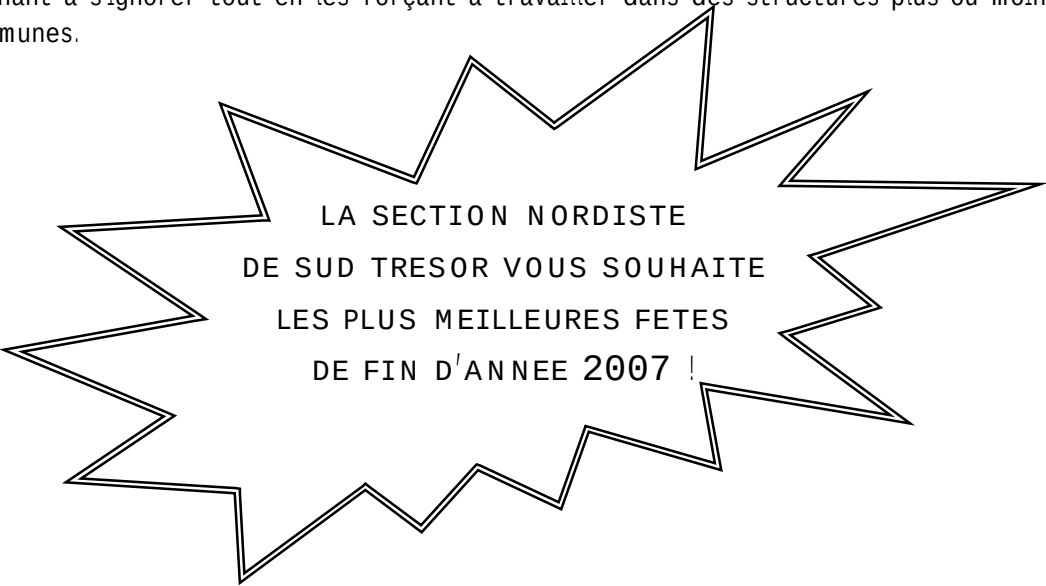
Sud progresse doucement, mais sûrement. Alors que les effectifs baissent, nous passons de 7,37 à 7,74 %. Cela nous permet de maintenir/récupérer nos élus en C et en B. Nous pourrions amplifier notre démarche de défense des agents, qu'ils soient ou non adhérents chez nous. N'hésitez donc pas à nous transmettre vos dossiers, afin de nous permettre de vous soutenir au mieux.

Pour le département du Nord

Ca y est, les représentants nouveaux sont arrivés !

Nouveaux ? Non, pas tellement. Bien que 6 Organisations Syndicales se soient présentées, 3 seulement, toujours les 3 mêmes, gardent leurs places. Certes, FO perd des sièges, mais au profit du SNAT, ainsi que de la CGT.

Cet afflux de voix vers un syndicat corporatiste et quasiment uniquement nordiste indique combien l'inquiétude de la fusion trouble les agents du Trésor. Un résultat qui donne du poids à un syndicat uniquement Trésor, sans collègue avec qui discuter/travailler côté Impôts. Cela démontre hélas bien comment nos Directions s'évertuent avec succès à monter leurs fonctionnaires les uns contre les autres, les amenant à s'ignorer tout en les forçant à travailler dans des structures plus ou moins communes.



LA SECTION NORDISTE
DE SUD TRESOR VOUS SOUHAITE
LES PLUS MEILLEURES FETES
DE FIN D'ANNEE 2007 !

Voyage au bout du Trésor

Sud Trésor a continué son périple entamé en mai dans le département.

Bien sur, le contre coup de l'annonce de la fusion a changé encore plus la donne. L'ambiance dans les postes comptables est palpable. Les interrogations sont nombreuses, l'inquiétude sourd à tous les niveaux, même si on tente parfois de cacher tout ça sous une certaine ironie, ou sous un certain détachement, comme celui montré par certain-e-s futurs retraité-e-s, qui se révèle cependant vite bancal.

Qu'est-ce qui justifie donc toutes ces inquiétudes ?

Des agents d'exécution aux chefs de poste, les réponses se rejoignent naturellement.

Les conditions de travail, bien sur¹. Toutes ces réformes qu'on nous assène, toutes ces prétendues modernisations faites non pas avec nous, pour les contribuables et pour nous, agents du Trésor Public, mais systématiquement, sous l'égide glaciale de l'ORE, contre toute bonne intelligence (dans tous les sens que vous voudrez bien prêter au terme).

Alors on travaille à flux tendu. Toujours dans l'inquiétude que le-la collègue ne s'absente pas, car alors, le déséquilibre est désormais systématique. Qu'on subisse la paperasse, la lourdeur d'Hélios, les pannes de l'informatique, les tâches s'accumulent au détriment de leur exécution sereine.

Question conditions de travail, le cas de Sin le Noble persiste dans l'exceptionnellement dommageable. L'humidité pourrait littéralement les locaux. Le plâtre des plafond tombe, des stalactites fleurissent, preuve de l'épanouissement de champignons. Le logement de fonction baigne dans la même fraîcheur tonifiante. A propos de bain, la cave profite des inondations pour gâcher les archives. Etonnez-vous alors que les agents en viennent à espérer la fusion avec Douai Municipale ! Cette libération, annoncée par le mail compte-rendu d'un CTPL, serait pour le 1er janvier 2009. Dans l'attente, en espérant que la chaudière sous garantie mais guère efficace trouve une juste réparation, nous souhaitons bon courage à nos collègues.

Du côté communal, on vous l'a dit, c'est le sacro-saint Hélios. Hélios et ses formations forcément incomplètes, car il s'agit d'un changement de philosophie dans la façon de travailler. Le temps d'adaptation vient avec la pratique, mais cette pratique se fait toujours en roue libre, sans le soutien attendu bien qu'annoncé. Et cette fusion DGI-DGCP pour savoir si nos missions ont encore un avenir dans le service public...

Du côté recouvrement, ce sont les CPS et CEL, usines à gaz, qui traitent tout ce qui va bien. Uniquement. Car dès qu'il manque une pièce, dès que le cas sort du

¹ En janvier 2008 nous publierons les résultats de notre grande enquête sur vos Conditions de Travail.

sentier balisé, on préfère le plus souvent gérer ça directement. Parce qu'on veut que le contribuable en souffrance puisse obtenir une solution la plus rapide, la plus honnête, la plus juste possible. Mais si la réalité du poste l'impose, on laisse ces Centre de Traitement se dépatouiller de tout ça.

On est aussi face à l'augmentation des demandes de délais. La paupérisation s'amplifie, alors que notre Président s'auto-octroie une augmentation de 140 % de son argent de poche, puisque tous ses frais lui sont réglés par la République. Et cette fusion DGI-DGCP pour savoir à quelle sauce on va être mangé par les impôts - alors que les collègues de la DGI s'inquiètent de l'ogre Trésor... Les chefs de poste comptable et de recette des Impôts se regardent en chien de faïence pour savoir lequel sera Calife à la place du Calife.

Côté recouvrement, l'avant goût de la fusion s'appelle Hôtel des Finances. La formation des agents se réduit à 3 jours + 2 jours, agrémentés d'une immersion se cantonnant le plus souvent à une paire d'heures derrière un collègue des impôts. L'assiette est alors dans leur mains, supposés qu'ils sont de pouvoir mettre le couvert (blague © Jean- Claude).

Accueil commun disions-nous, mais aucune présentation n'a été prévue entre agents des deux Directions. Seule la cantine commune permet de se rencontrer. Les inaugurations pourraient pourtant le permettre, sans nécessairement strass et paillettes.

Si d'aventure vous passez en semaine à proximité, par exemple, de l'HdF de Roubaix, n'hésitez pas, si vous avez trouvé à vous garer, à en pousser la porte. La file d'attente qui mène à l'accueil, où un agent distribue les tickets, donne sur une salle... d'attente où, plutôt sagement, quantité de contribuables attendent leur tour. Quelques guichets, disséminés dans deux salles, loin de tout contact avec les bureaux et les collègues, tentent tant bien que mal de satisfaire cette marée humaine.

L'agent et le contribuable se sentent réellement pris en considération.

On divise pour mieux régner. Et les services ont le sentiment d'être tassés dans une voiture qui roule, tous feux éteints, dans le brouillard. Ce brouillard épais de la mondialisation libérale où sévit l'Accord Général pour la Commercialisation des Services (A.G.C.S.). A l'heure où les gestions des communes, des hôpitaux, des baux, sont lorgnées par les vautours bancaires et notariaux, où les poursuites sont jetées en pâture aux huissiers de justice, nous avons beaucoup de mal à avaler les couleuvres des discours propagandistes de nos Directions, du Gouvernement (on a envie de ne préciser que ceux du Président, omniscient/omnipotent).

De la franchise médicale au service minimum en passant par les retraites sacrifiées, les sans-papier sacrifiés, l'avenir de la jeunesse sacrifié à coup de suppressions d'emplois, donc de classes, la privatisation des Universités*, et en n'oubliant pas le médiatique (et donc creux) dialogue social, les coups de boutoir de l'omniprésent (on vous le disait !) Président de la République sont de gigantesques attaques contre la démocratie. Le peuple cesse d'être au coeur des préoccupations de l'Etat, au profit des gouvernants, qu'ils soient élus ou chefs de grandes entreprises.

Un détour par des Trésoreries hospitalières permet là encore de juger des bizarreries de gestion. Alors que la tendance est d'intégrer ces Trésoreries aux hôpitaux, les conditions de sécurité ont obligé à en extirper celle de Roubaix CH. Tant mieux pour les agents qui y travaillent, pour la plupart, dans des conditions correctes. Quelques problèmes de luminosité, d'encombrement par des sacs, persistent.

A Valenciennes, on attend le déménagement hors d'invivables locaux, en restant dans l'enceinte de l'hôpital.

A Tourcoing, la Trésorerie a quitté un plateau qui devenait peut être un peu juste, pour rejoindre les services administratifs hospitaliers, dans un immeuble de logements. Du coup, les agents sont disséminés dans de petits bureaux, souvent sombres, parfois presque les uns sur les autres.

Les agents se sentent décidément au cœur des préoccupations de l'Etat !

Alors que le Médef jubile (les profits des grandes entreprises explosent tous les ans), les clampins que nous sommes voient piller leurs porte-monnaies par les hausses du blé et de tous ses produits dérivés, des fruits et légumes pour cause d'été pourri, des transports pour cause de privatisation, du courrier pour cause de privatisation, du gaz et de l'électricité toujours pour la même cause, de l'essence et du gas-oil, de l'eau aussi et pourquoi pas, tant d'autres biens de consommation courante, sans oublier la TVA sociale.

Nous le subventionnons, le bouclier fiscal !

En conséquence, les grèves et manifestations des 18 octobre et 20 novembre n'étaient pas la panacée. Elles étaient pourtant, pour l'instant, notre possibilité la plus simple, la plus flagrante pour faire montre de notre désaccord, de nos inquiétudes, de notre colère.

Le choix de la solidarité tant locale que nationale, s'impose. Il s'agit en effet d'exiger que le statut de la fonction publique ne tombe pas dans les excès olfeshques de la rentabilité. A même indice, même échelon, un agent du recouvrement ou du communal, d'une Perception ou d'une TG, de Gravelines ou de Nice, doit avoir le même traitement. La qualité du Service Public est à ce prix. Ce n'est pas cette dépense là qui grève le budget de l'Etat !